

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-zoneuro-se-comporte-comme-une-armee-d-occupation-face-a-ses-travailleurs-et-retraites>

La zoneuro se comporte comme une armée d'occupation face à ses travailleurs et retraités.

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -
Date de mise en ligne : dimanche 19 février 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Europe a développé ses conflits de façon scabreuse, avec une violence démesurée tout au long de son histoire. La crise actuelle économique, qui suit son cours sans résolution dans un horizon proche, a acquis la caractéristique d'un poste avancé belligérant sur les travailleurs et retraités en défense de tranchée du système financier. L'armée d'occupation n'est pas composée par des soldats aux armements sophistiqués, mais le véhicule de domination pour casser jusqu'à balayer la souveraineté politique et économique de la majorité des pays est l'euro, sous le commandement général dirigé par l'Allemagne (la *Banque Centrale Européenne* et la *Commission Européenne*), avec l'appui tactique supranational du FMI.

La Grèce est la bataille la plus acharnée, avec un niveau impressionnant d'exigences et un exercice du pouvoir écrasant qui s'est exprimé après avoir obtenu la soumission du pouvoir politique hellène, qui a approuvé la réduction salariale et le licenciement immédiat de 15 000 travailleurs dans un plan global portant sur 150 000, en retardant le financement promis de 130 milliards d'euros. Les pays européens faibles, comme l'Espagne, ont ce champ de bataille comme miroir pour accélérer leur mise au pas.

L'Allemagne réussit à s'ériger ainsi en grande puissance unique européenne, avec le sacrifice à sa classe laborieuse flexibilisée et des salaires aux rabais, enregistrant des scores de productivité et de compétitivité de son économie qui coulent le reste des pays du continent assiégé par l'euro. Il n'y a pas de politique d'ajustement possible, avec la monnaie commune comme armée d'occupation de la souveraineté nationale, pouvant encourager la reprise de ces économies avec une Allemagne industrielle, exportatrice et le marché du travail ultra-flexibilisé. Le résultat est la récession générale (Italie, Belgique, Hollande, Grèce, Espagne, et Portugal l'ont déjà déclarée) avec une seule économie hors de danger, qui impose les conditions politiques, financières et sociales de l'Eurozone.

En Allemagne 20 % des salariés, cinq millions de travailleurs, gagnent un maximum de 400 euros par mois. Cette donnée incroyable est consignée dans un article éclairant publié dans *El Pais de Madrid*, sous le titre « Salaires d'un euro à l'heure dans le 'miracle' salarié allemand ». On apprend aussi que, selon le Département de Travail allemand, les contrats avec des bas salaires ont progressé trois fois plus rapidement que d'autres types d'emplois entre 2005 et 2010. On mentionne que les soi-disant « travailleurs pauvres » ont augmenté à un rythme plus accéléré en Allemagne que dans le reste des pays ayant la monnaie unique. Cela a abouti à ce que 7,2 % des salariés gagnaient si peu qu'il était près du seuil de pauvreté en 2010, quand ils étaient 4,8 % en 2005. Au même temps, l'année dernière, le nombre de salariés en Allemagne a dépassé pour la première fois la barrière des 41 millions. C'est une des seules d'économies européennes qui n'enregistre pas d'augmentation du taux de chômage. La croissance de l'emploi est fondamentalement due à l'introduction, avec l'aval des syndicats, du modèle des bas salaires et d'agences de travail temporaire, poussé par la dérégulation et la promotion de la flexibilité et des contrats de bas salaires, subventionnés par l'État, appelés mini-jobs. Le nombre de travailleurs avec un contrat indéfini de bas salaires - qui gagnent moins de deux tiers des revenus moyens - a augmenté de 13,5 % jusqu'à 4,3 millions entre 2005 et 2010. Les données de l'OCDE reflètent qu'en Allemagne les contrats avec des bas salaires représentent 20 % du travail à temps complet, 8,0 % en Italie et 13,5 % en Grèce.

Cette structure du marché de travail rend l'économie allemande encore plus compétitive, tandis que l'euro agit comme un cercle invulnérable pour les autres pays parce qu'ils ont perdu l'outil de la dévaluation de leur propre monnaie pour amoindrir les différences de productivité. C'est pourquoi, l'exigence principale qu'ils doivent avoir pour recevoir de l'argent pour gérer la crise financière est celle de mettre en application une réforme du travail de type allemand, la perte de droits et une réduction de salaires, en plus de licenciements. Ainsi l'a exprimé le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, qui a remarqué que la situation actuelle de l'Allemagne découle « en grande partie de l'implémentation à un moment d'importantes et parfois douloureuses réformes ». Parmi celles-ci, il a souligné la réforme du marché du travail, « qui a substantiellement réduit le chômage ». « Beaucoup de pays observent la recette qui a rendu ce succès possible : réformes du marché du travail, partenaires sociaux flexibles et constructifs », telle fut sa leçon.

Gurria se référait au fait qu'en 2003 l'Allemagne s'est embarquée sur un système de réformes qui ont été qualifiées comme le plus grand changement dans l'État de Bien-être depuis la Deuxième Guerre mondiale. Tandis que plusieurs pays voisins bougeaient dans la direction opposée, les sociaux-démocrates allemands au gouvernement ont dérégulé le marché du travail, et ont fait pression sur les syndicats et les chefs d'entreprises pour qu'ils se mettent d'accord sur une modération salariale en échange d'une sécurité de l'emploi et de la croissance. Ainsi un modèle de travail flexibilisé et avec des subventions du gouvernement a permis aux entrepreneurs de s'adapter au cycle économique sans nécessité de licenciements massifs.

La différence avec maintenant c'est que l'Allemagne a réalisé cette réforme avec une économie mondiale en apogée, tandis que maintenant cette exigence est faite aux autres pays européens pendant une récession, avec un déficit budgétaire et une croissance de la dette. Le résultat est alors l'approfondissement de la crise et l'augmentation du chômage. Bien que la résistance à ces politiques a commencé à se manifester avec plus d'intensité durant les derniers mois, la détérioration des conditions de travail et sociales et le chômage élevé s'étendent déjà depuis plus de trois ans. L'une des questions est, pourquoi n'existe-t-il pas une opposition plus ferme des travailleurs et des organisations syndicales à cette politique d'ajustement récessif et de licenciements massifs. La réponse se trouve dans l'existence d'un réseau important de couverture sociale, qui est un trait caractéristique du modèle social européen de l'après-guerre avec le développement de l'État de Bien-être. Cette contention permet que les taux très élevés de chômage soient socialement tolérables et politiquement maniables. C'est pourquoi les leaders européens récidivent avec les mesures d'ajustement qui peuvent générer des tensions sociales, mais sans provoquer de déstabilisation politique. Le cas le plus remarquable est l'Espagne, avec un chômage total de 23 %, qui s'élève à 46 % pour les jeunes.

Le *Système Européen de Statistiques de Protection Sociale* souligne que l'Espagne est le pays de l'UE à 27, ayant le plus grand poids du système de protection chômage par rapport à toute la dépense sociale. On estime que les prestations et les allocations aux chômeurs ont doublé dans les dernières années après avoir atteint plus de 25 % de la dépense totale dans la protection sociale. L'Allemagne a mis le changement drastique mentionné en application, quand elle a ultra-flexibilisé le marché du travail, au moment s'appliquait la plus grande coupe dans les allocations chômage depuis l'après-guerre, abaissant la période des allocations de 32 à 12 mois maximum.

Le scénario est inquiétant pour ce réseau social européen de protection parce que la crise financière et la récession économique ont provoqué une augmentation sensible du déficit budgétaire et de la dette publique. Ce tableau exercera une grosse pression pour disloquer, ce modèle social, qui agit aujourd'hui comme amortisseur de l'ajustement. « *La dureté avec laquelle la Grèce est actuellement traitée peut nous sembler exagérée, et je crois que c'est le cas* », s'est justifié le premier ministre italien, Mario Monti, prévenant sur ce qui frappera les autres pays subordonnés au commandement allemand, qui avance sur l'Europe maintenant avec le char de l'euro comme armée d'occupation.

[Página 12](#). Buenos Aires, le 17 février 2012.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, 19 de febrero de 2012.